

Brochure n° 3184

Convention collective nationale
IDCC : 2075. – ŒUFS ET INDUSTRIES
EN PRODUITS D'ŒUFS
(Centres de conditionnement,
de commercialisation et de transformation)

ACCORD DU 6 AVRIL 2010
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX POUR L'ANNÉE 2010

NOR : ASET1050968M
IDCC : 2075

Entre :

Le syndicat national des industries des professionnels de l'œuf,

D'une part, et

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation,
des tabacs et allumettes, des services annexes FO ;

La fédération générale agroalimentaire ;

La fédération agroalimentaire CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord national est applicable aux entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective des centres immatriculés de conditionnement, de commercialisation et de transformation des œufs et des industries en produits d'œufs, tel qu'il est défini par l'article 1.1 de la convention collective.

Article 2

Barème des salaires minimaux conventionnels pour une durée de travail à temps plein

Le barème des salaires mensuels et annuels minimaux est applicable pour une durée mensuelle du travail de 151,67 heures ou sa durée annuelle équivalente.

Salaires minimaux 2010

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	MINIMUM MENSUEL (applicable à compter du 1 ^{er} avril 2010)	SALAIRE ANNUEL MINIMUM (applicable pour l'année 2010)
I	1	1 345	17 485
	2	1 349	17 537
	3	1 354	17 602
II	1	1 354	17 602
	2	1 360	17 680
	3	1 366	17 758
III	1	1 366	17 758
	2	1 376	17 888
	3	1 395	18 135
IV	1	1 415	18 395
	2	1 430	18 590
	3	1 445	18 785
V	1	1 530	19 890
	2	1 560	20 280
	3	1 590	20 670
VI	1	1 650	21 450
	2	1 700	22 100
	3	1 750	22 750
VII	1	1 900	24 700
	2	2 020	26 260
	3	2 140	27 820
VIII	1	2 380	30 940
	2	2 620	34 060
	3	2 970	38 610

NIVEAU	ÉCHELON	MINIMUM MENSUEL (applicable à compter du 1 ^{er} avril 2010)	SALAIRE ANNUEL MINIMUM (applicable pour l'année 2010)
IX	1	3 550	46 150
	2	3 900	50 700
	3	4 350	56 550

Les niveaux I à IV correspondent à la catégorie « employés-ouvriers ».

Les niveaux V à VI correspondent à la catégorie « agents de maîtrise ».

Les niveaux VII à IX correspondent à la catégorie « cadres ».

Il est rappelé qu'en cas de départ ou d'arrivée en cours d'année, de changement d'échelon ou de travail à temps partiel, le salaire annuel minimal est calculé au prorata (ainsi que le salaire minimum mensuel en cas de travail à temps partiel).

Article 3

Calcul du salaire annuel minimal

Il est rappelé que le salaire annuel minimal résultant de la classification comporte tous les éléments de rémunération, quelles que soient leur qualification et leur périodicité, à l'exception :

- des majorations diverses prévues par la loi ou la convention collective en raison de circonstances particulières (heures supplémentaires, heures travaillées un jour férié, un dimanche ou de nuit) ;
- du montant de la prime d'ancienneté ;
- des sommes qui constituent un remboursement de frais et ne supportent pas de ce fait les cotisations des régimes sociaux ;
- des sommes issues des accords de participation et d'intéressement qui n'ont pas le caractère de salaire.

En fin d'année civile, une comparaison doit être effectuée entre le montant brut de la rémunération effectivement perçue par chaque salarié et le salaire annuel minimal en prenant en compte les éléments définis précédemment.

Si le montant brut perçu est inférieur au salaire annuel minimal afférent au niveau de classification du salarié, le complément brut de rémunération correspondant est versé à l'intéressé à l'occasion de la première paie de l'année suivante.

Article 4

Date d'entrée en vigueur. – Durée. – Extension

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Dès lors qu'il n'aura pas fait l'objet d'une opposition régulièrement exercée par la majorité des organisations syndicales, le présent accord fera l'objet d'un dépôt dans les conditions prévues par les articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail.

Le présent accord fera également l'objet d'une demande d'extension dans les conditions fixées aux articles L. 2261-24 et suivants dudit code, les formalités étant effectuées par le SNIPO.

Il sera applicable dès sa date de dépôt par les entreprises adhérentes au SNIPO, et dès le premier jour du mois suivant la publication de son arrêté d'extension pour les autres.

Fait à Paris, le 6 avril 2010.

(Suivent les signatures.)